



## Conseil Economique et Social

Distr.  
GENERALE

E/CN.4/Sub.2/1991/NGO/41  
28 août 1991

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

### COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Sous-Commission de la lutte contre  
les mesures discriminatoires et de  
la protection des minorités  
Quarante-troisième session  
Point 4 de l'ordre du jour

### EXAMEN DES FAITS NOUVEAUX INTERVENUS DANS LES DOMAINES DONT LA SOUS-COMMISSION S'EST DEJA OCCUPEE

Déclaration écrite présentée par Human Rights Advocates,  
organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif  
(catégorie II)

Le Secrétaire général a reçu la communication suivante, qui est  
distribuée conformément à la résolution 1296 (XLIV) du Conseil économique  
et social.

[27 août 1991]

GE.91-13860/6616B

CONFLITS DE SOUVERAINETE ET CONFLITS TERRITORIAUX DANS LES ETATS  
FEDERES MULTINATIONAUX DE YUGOSLAVIE ET D'URSS

1. Les délibérations que la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités a consacrées, à sa quarante-troisième session, aux conflits de souveraineté et conflits territoriaux (conflits entre nationalités) ayant pour cadre les Etats fédérés multinationaux de Yougoslavie et d'Union des Républiques socialistes soviétiques appellent quelques observations. Dans ces deux Etats, les conflits se sont aggravés pendant que la Sous-Commission siégeait.

2. La Sous-Commission n'a pas examiné les conflits entre nationalités toujours plus violents qui se déroulaient en Yougoslavie, ni les conséquences qu'ils entraînaient pour les droits de l'homme; seules quelques références ont été faites aux violations des droits de l'homme qui continuaient de se produire au Kosovo.

3. D'autre part, la situation en URSS, notamment le coup d'Etat manqué et les conflits de la région de la Baltique et des Républiques de Transcaucasie, auraient mérité de retenir davantage l'attention de la Sous-Commission. Quoi qu'il en soit, les délibérations de la Sous-Commission concernant l'URSS donnent lieu à quelques préoccupations. En particulier, pendant les trois années écoulées, la Sous-Commission n'a pas tenu compte des signes avant-coureurs et des conséquences qu'entraînait pour les droits de l'homme le recours à la force militaire pour résoudre les conflits entre nationalités en Transcaucasie et dans d'autres régions de l'URSS; pendant sa présente session, la Sous-Commission a évoqué la tentative de coup d'Etat qui avait eu lieu à la veille de la signature d'un nouveau Traité d'union, mais n'en a pas examiné les causes sous-jacentes - les conflits entre nationalités. Les membres de la Sous-Commission se sont déclarés préoccupés par les actes de violence qui s'étaient produits aux postes frontière dans les Etats de la Baltique, mais n'ont pas prêté attention aux graves violations des droits de l'homme et des lois humanitaires commises, en partie, par les mêmes autorités dans d'autres régions de l'Union; la Sous-Commission s'est félicitée de la levée des mesures imposées en raison de l'état d'urgence par les auteurs du coup d'Etat, mais n'a pas tenu compte du fait que les mêmes mesures étaient encore en vigueur, de façon discriminatoire, dans les Républiques de Transcaucasie.

4. Compte tenu de l'évolution rapide des conflits entre nationalités en URSS et en Yougoslavie, ainsi que de la sécession de certaines des Républiques qui constituent ces deux Etats, la Sous-Commission pourrait envisager les mesures ci-après :

a) demander à toutes les parties intéressées de veiller au respect des droits de l'homme et de prendre les mesures nécessaires pour régler les conflits sans recourir à la force, mais en faisant fond sur le dialogue, la négociation et la médiation, en coopération avec l'Organisation des Nations Unies;

b) faire appel aux autorités compétentes pour qu'elles respectent intégralement les droits linguistiques, culturels et religieux des minorités existant sur leur territoire;

c) faire aussi appel aux autorités compétentes pour qu'elles assurent l'application non discriminatoire des décrets pris en vertu de l'état d'urgence qui sont toujours en vigueur et rétablissent aussitôt que possible l'autorité civile dans ces territoires;

d) engager toutes les parties à respecter intégralement les lois du conflit armé, en particulier à mettre fin aux déplacements forcés de populations;

e) demander au Centre pour les droits de l'homme de mettre des services consultatifs à la disposition de toutes les autorités compétentes, pour améliorer la situation en matière de droits de l'homme; et

f) inviter les rapporteurs spéciaux et les groupes de travail qui se consacrent à un thème particulier à examiner les relations existant entre les conflits ayant pour cadre des Etats fédérés multinationaux et les violations qui relèvent de leurs mandats respectifs.

5. En outre, l'observation figurant au paragraphe 12 du document publié sous la cote E/CN.4/1991/NGO/44 en date du 20 février 1991 pourrait fournir le cadre de débats futurs consacrés aux conflits entre nationalités en URSS comme en Yougoslavie :

"... Il fallait s'attaquer au problème de l'autodétermination, qui est à la source des conflits de nationalités, ainsi qu'à la question de la souveraineté des Républiques, tout en assurant la protection des droits de l'homme, car les deux vont de pair. A cette fin, il serait utile d'octroyer à toutes les Républiques soviétiques le statut de Membres de l'ONU (comme c'est le cas pour la RSS d'Ukraine et la RSS de Biélorussie ...). Cela donnerait à la communauté internationale la possibilité d'exercer directement un droit de regard sur la situation des droits de l'homme au sein des Républiques, et aux Républiques la possibilité de recourir aux procédures de l'ONU pour régler les conflits de nationalités."

---